

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 861<sup>e</sup>  
SÉANCE

Mercredi 5 décembre 1962,  
à 10 h 50

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 35 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Développement économique des pays sous-développés (suite):</i>	
<i>b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale</i>	
<i>Examen du projet de résolution commun (fin)</i>	437
<i>Point 39 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)</i>	
<i>Examen du projet de résolution de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite). . .</i>	439
<i>Point 34 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)</i>	
<i>Examen du projet de résolution commun concernant la création d'un institut de formation et de recherche des Nations Unies (fin) . . . . .</i>	439
<i>Points 12 et 35 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [suite]</i>	
<i>Développement économique des pays sous-développés (suite)</i>	
<i>Examen du projet de résolution concernant l'inflation et le développement économique</i>	440

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI  
(Pologne).

## POINT 35 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés  
(A/5220) [suite]:

b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies:  
rapport du Comité constitué aux termes de la résolution  
1521 (XV) de l'Assemblée générale (A/C.2/L.660, E/3654)

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUN  
(A/C.2/L.660) [fin]

1. M. CUBILLOS (Chili) s'inquiète de voir que les pays exportateurs de capitaux n'ont pas voté en faveur du projet de résolution (A/C.2/L.660) et espère qu'ils adopteront à l'avenir une attitude plus positive devant les efforts faits pour créer un fonds d'équipement des Nations Unies.

2. M. UNWIN (Royaume-Uni) dit que la Commission n'a pu s'étonner du vote de son pays étant donné que sa position est bien connue. Tout en respectant le désir sincère des auteurs du projet, le Royaume-Uni

continue à penser qu'on ne peut espérer pouvoir disposer prochainement des ressources qui seraient nécessaires pour créer un fonds d'équipement des Nations Unies, puisque l'on cherche déjà actuellement comment renouveler celles de l'AID, qui sont totalement engagées. En cinq ans, le Royaume-Uni a doublé la contribution qu'il affecte à l'assistance économique de source publique et n'est pas en mesure d'augmenter ses efforts. Il ne pourrait pas non plus envisager la création d'un nouvel organisme alors que les mécanismes existants suffisent à utiliser efficacement les ressources disponibles. C'est la raison pour laquelle le Royaume-Uni n'a pas pris part à l'élaboration des statuts du fonds au Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies et n'a pas voté en faveur d'un projet de résolution qu'il ne jugeait pas nécessaire. Il a voté contre le paragraphe 3 et l'alinéa b du paragraphe 5 et doute que le renouvellement du mandat du Comité, prévu au paragraphe 4, donne des résultats pratiques dans les circonstances présentes.

3. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que son gouvernement n'avait accepté de participer aux travaux du Comité qu'après avoir formulé certaines réserves et que sa position à l'égard d'un fonds d'équipement des Nations Unies est donc parfaitement cohérente. Les Etats-Unis ont souvent montré combien ils s'intéressent aux efforts faits pour accélérer la croissance économique des pays sous-développés et ont largement contribué à la création et au soutien financier de l'AID, de la Banque inter-américaine de développement et du Fonds spécial. Ils se sont aussi peu à peu convaincus que la lenteur des progrès réalisés n'est pas liée principalement à la question de l'aide extérieure, mais plutôt à l'absence de personnel qualifié et des valeurs essentielles au succès de l'expansion. C'est pourquoi ils ont favorisé les projets tendant à stimuler la formation ainsi que l'adoption d'institutions politiques et économiques saines. En même temps, les Etats-Unis continuent à être les fournisseurs les plus importants d'assistance et de capitaux extérieurs.

4. De l'avis des Etats-Unis, il faut continuer à fournir des capitaux toujours plus importants pour le développement économique, tant par l'intermédiaire de l'ONU et des institutions spécialisées que par celui d'autres institutions, si l'on veut réaliser au cours de la décennie les progrès nécessaires en matière de développement économique. Les Etats-Unis s'inquiètent donc de voir que, malgré l'importance de leurs propres engagements — à savoir 60 millions de dollars à la seule condition que la contribution des Etats-Unis ne dépasse pas 40 p. 100 de l'ensemble des contributions — le Programme élargi d'assistance technique et le Fonds spécial soient encore loin d'atteindre leurs objectifs. Le Président des Etats-Unis a en outre appuyé la proposition du Président de la Banque concernant la possibilité d'accroître les ressources de l'AID. La question n'est pas de savoir si

les fonds doivent être fournis, mais seulement celles institutions seront chargées de les répartir et comment les investir pour obtenir le maximum de résultats. Les Etats-Unis appuient les institutions existantes. A la dernière session de l'Assemblée générale, les Etats-Unis se sont prononcés contre la proposition tendant à établir un fonds d'équipement et continuent d'y être opposés. La création d'une nouvelle institution internationale n'entraînerait en effet que des doubles emplois dans les rouages sans qu'il y ait une augmentation nette des ressources.

5. M. VIAUD (France) précise que son pays n'a pas été en mesure de s'associer au projet de résolution pour des raisons qu'il a déjà exposées, tant au Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies qu'au Conseil économique et social. Le Gouvernement français ne serait pas à même actuellement d'apporter au nouveau fonds une contribution correspondant à sa participation aux efforts internationaux d'assistance technique. Outre qu'il a entrepris des programmes bilatéraux importants, il s'est associé récemment à l'augmentation des quotes-parts à la Banque et au FMI et a apporté une contribution substantielle à l'AID. Le Gouvernement français a en outre approuvé dernièrement l'étude des mesures propres à permettre à l'AID de poursuivre ses opérations. La création d'un fonds nouveau risquerait de faire double emploi avec ces mesures et imposerait un fardeau financier que la France n'est pas en état de supporter actuellement. La délégation française a voté contre le paragraphe 3 et l'alinéa *b* du paragraphe 5 et s'est abstenue sur l'ensemble du projet. Ce vote ne signifie pas un désaccord sur l'objectif à atteindre, c'est-à-dire le développement économique des pays défavorisés grâce à un apport de capitaux et à la fourniture d'une assistance aussi importante que possible.

6. M. SMID (Tchécoslovaquie) a voté pour le projet de résolution parce que son pays a toujours appuyé l'idée de la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies. Toutefois, cette décision ne signifie pas que la Tchécoslovaquie approuve le projet de statuts élaboré par le Comité tel qu'il figure dans le rapport de cet organe (E/3654): elle a déjà exprimé au Comité un certain nombre de réserves sur certains points de ce document et n'a pu en appuyer l'ensemble. L'adoption du projet de résolution donnera au Comité la possibilité d'améliorer ces statuts, ce qui favorisera les efforts faits pour créer un fonds d'équipement des Nations Unies auquel participeraient des pays parvenus à des niveaux différents de développement économique ou dotés de systèmes économiques et sociaux différents.

7. M. DAVIS (Australie) s'est abstenu lors du vote sur le projet de résolution, non pas parce que son pays est contre la fourniture de capitaux de développement ou d'une assistance technique, étant donné qu'il a apporté une contribution importante aux programmes des Nations Unies et au plan de Colombo, mais parce qu'il ne croit pas sage de décider la création d'un nouveau fonds si l'on ignore encore quand les ressources nécessaires seront disponibles. Comme les pays qui constituent traditionnellement la principale source de capitaux ont déclaré catégoriquement qu'ils ne pourraient pas contribuer au fonds, le projet de résolution était prématuré. En outre, la création d'une nouvelle institution risquerait de détourner vers elle les ressources qui sont actuellement fournies aux institutions existantes.

8. M. KADOTA (Japon) dit que son pays reconnaît la nécessité d'augmenter l'assistance en capitaux fournie aux pays sous-développés. Ceci ne signifie pas cependant qu'il faille créer une nouvelle institution internationale, puisque les possibilités de financer une telle institution sont pratiquement inexistantes, les principaux pays qui pourraient y contribuer s'y étant toujours clairement opposés. Dans ces conditions, même si les statuts étaient approuvés et si le fonds était créé, il ne pourrait fonctionner. C'est pourquoi la délégation japonaise s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution. Le Japon a conscience du rôle important que l'AID peut jouer et lui apportera tout son concours.

9. M. ZADOTTI (Italie) rappelle que son pays a déjà exprimé ses réserves à maintes reprises tant au Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies qu'au Conseil économique et social. La délégation italienne s'est abstenue sur le paragraphe 3 du projet comme elle l'avait fait à propos d'un paragraphe semblable de la résolution 921 (XXXIV) du Conseil économique et social. En effet, le sens n'en est pas clair. S'il s'agit de demander aux pays économiquement avancés de reconsidérer leur position à l'égard de la création d'un fonds d'équipement, le Secrétaire général ne pourrait guère intervenir, puisque c'est là une décision que les Etats intéressés prennent en toute souveraineté. En revanche, si le Secrétaire général et les pays économiquement avancés doivent rechercher ensemble des mesures destinées à assurer la création du fonds d'équipement, on leur demande en fait de ne tenir compte ni du Comité, ni du Conseil économique et social, ni de l'Assemblée générale. D'autre part, les mots "le plus tôt possible" ne figurent pas dans la résolution 921 (XXXIV) du Conseil économique et social que le paragraphe 3 est censé reproduire. La délégation italienne s'est également abstenue sur l'alinéa *b* du paragraphe 5 parce qu'il est prématuré de prier le Comité de proposer des mesures pratiques avant de connaître ce que les gouvernements pensent des statuts élaborés. Toutefois, comme la délégation italienne considérait que le projet concernait essentiellement des questions de procédure et qu'il était très utile de demander l'avis de tous les Etats Membres, elle a voté en faveur de l'ensemble du projet de résolution.

10. M. LUQMAN (Mauritanie) regrette que quelques pays qui pourraient contribuer de la manière la plus utile au fonds d'équipement des Nations Unies se soient abstenus lors du vote sur le projet de résolution et il espère qu'ils reviendront sur leur attitude. Il est évident en effet que les institutions existantes ne sont pas à même de satisfaire les besoins croissants de capitaux des pays en voie de développement. Il exprime l'espoir qu'une solution pourra être trouvée après les consultations indispensables dont le paragraphe 3 du projet fait état.

11. M. BRONNIKOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que son pays comprend les avantages que les pays sous-développés pourraient tirer de la création d'un fonds d'équipement, qui favoriserait leur développement économique et leur industrialisation. Mais ce fonds n'a pas une valeur magique et son efficacité pratique dépendra de son fonctionnement. Or, les statuts élaborés par le Comité sont loin d'être parfaits. C'est parce que la délégation biélorussienne considérait que le projet de résolution pourrait permettre de supprimer ces défauts qu'elle l'a appuyé.

## POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

**Souveraineté permanente sur les ressources naturelles** (A/4905, A/5060, A/5225, A/AC.97/5/Rev.2 et Corr.1, A/C.2/L.654, E/3511, E/L.914, E/L.915, E/L.918, E/L.919, E/SR.1177 à E/SR.1179, E/SR.1181) [suite]

**EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION DE LA COMMISSION POUR LA SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES** (A/C.2/L.654) [suite]

12. M. BUTTI (Irak) exerce son droit de réponse pour se référer aux remarques faites par le représentant de la Grèce, qui avait accusé la Commission, lors de la 859ème séance, à propos de l'adoption du projet de résolution présenté par la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles (A/C.2/L.654), d'avoir manqué de maturité et du sens des responsabilités. Il ressortait clairement de son intervention qu'il visait particulièrement les pays en voie de développement, encore qu'il s'en soit excusé ensuite, arguant que ses remarques s'adressaient à la Commission elle-même. Mais le New York Times du 5 décembre donne une version si tendancieuse des travaux de la Commission qu'il serait utile que le représentant de la Grèce précise ses remarques s'il ne veut pas que les réflexions que ce journal lui attribue jettent le discrédit non seulement sur la Commission et les pays en voie de développement, mais sur la Grèce elle-même.

## POINT 34 DE L'ORDRE DU JOUR

**Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général** (A/5194, A/C.2/L.662 et Corr.1 et 2 et Add.1 à 6, E/3613, E/3613/Add.1, E/3613/Add.2 et 3, E/3658, E/3664, E/3674) [suite]

**EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUNE CONCERNANT LA CREATION D'UN INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES** (A/C.2/L.662 ET CORR.1 ET 2 ET ADD.1 à 6) [fin]

13. M. UNWIN (Royaume-Uni) s'intéresse vivement à la question de la création d'un institut de formation et de recherche des Nations Unies parce qu'un grand nombre de pays en voie de développement bénéficieront davantage du programme envisagé que de toute autre forme de coopération technique: la bonne marche des affaires publiques dépend en effet de la valeur des cadres administratifs. Le Royaume-Uni a appuyé les divers programmes que les Nations Unies ont entrepris dans ce domaine, notamment le programme OPEX, et en a exécuté de semblables lui-même. M. Unwin est heureux de voir que les efforts déjà accomplis ont été pris en considération par les auteurs et tient aussi à féliciter le Gouvernement des Pays-Bas pour son offre généreuse, dont il est fait état au deuxième considérant. L'étude envisagée au paragraphe 3 sera de la plus haute utilité et la délégation britannique votera donc pour le projet de résolution (A/C.2/L.662 et Corr.1 et 2 et Add.1 à 6).

14. M. AMADOR (Mexique) est prêt à appuyer toute proposition constructive favorisant la formation de personnes destinées à prêter leur concours aux pays en voie de développement; il tient aussi à remercier les Pays-Bas de leur offre généreuse. Notant que le paragraphe 3 du projet de résolution ne fait pas état de la possibilité pour les personnes formées de travailler au service des différents pays, comme cela

est envisagé dans le quatrième considérant, M. Amador suggère de compléter ce paragraphe dans ce sens.

15. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) s'associe aux félicitations adressées au Gouvernement des Pays-Bas et apporte son appui total à un projet de résolution d'une importance vitale pour le succès de la Décennie des Nations Unies pour le développement, car les pays auront de plus en plus besoin du personnel formé par l'institut envisagé. Les Etats-Unis seraient donc heureux de compter parmi les auteurs du projet.

16. Mme WRIGHT (Danemark), dont la délégation compte parmi les auteurs du projet de résolution, est heureuse d'annoncer que le Canada et les Etats-Unis d'Amérique se sont joints à ces derniers. Elle annonce d'autre part que, pour répondre au désir des représentants des institutions spécialisées, les auteurs ont décidé d'ajouter au rectificatif A/C.2/L.662/Corr.2 les mots "et tenant compte des avis des institutions spécialisées". Elle propose en outre, pour répondre à l'observation du représentant du Mexique, d'ajouter à l'alinéa a du paragraphe 3 les mots "ou pour le service national", et pense que cette addition ne soulèvera pas d'objections de la part des auteurs du projet de résolution.

17. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le sujet traité dans le projet de résolution n'est pas nécessairement du ressort de la Deuxième Commission. En effet, les problèmes sociaux sont mis au premier plan, et d'autre part on ne sait pas quelles seront les activités de l'institut dont la création est envisagée. Le représentant de l'Union soviétique croit qu'il n'y a pas lieu de trop se hâter et suggère que l'on procède à des consultations avec la Troisième Commission, qui, à son avis, est peut-être plus compétente pour traiter ces questions.

18. Le PRESIDENT dit que l'Assemblée générale a renvoyé le point 34 de l'ordre du jour à la Deuxième Commission pour examen. Par conséquent, bien que la Commission soit maîtresse de sa procédure, il lui appartient de se prononcer sur cette question. Il croit comprendre que le représentant de l'URSS ne s'oppose pas fermement à l'examen de la question par la Deuxième Commission.

19. M. ALMEIDA (Brésil) fait observer que le projet de résolution demande simplement au Secrétaire général d'effectuer une étude sur la possibilité de créer un institut de formation et de recherche des Nations Unies. Cette étude aura des aspects économiques et des aspects sociaux et ses résultats seront présentés au Conseil économique et social. Le représentant du Brésil pense qu'en se prononçant sur cette question la Commission ne préjugerait aucunement l'avis des organes qui s'occupent des problèmes sociaux. Il pense que la Commission pourrait, pour accélérer ses travaux, se prononcer immédiatement, étant entendu que le projet de résolution ne demande qu'une étude, et que les organes de l'ONU chargés des questions sociales, notamment le Comité social du Conseil économique et social, auront toute latitude pour examiner les aspects sociaux du problème.

20. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) relève qu'il est dit dans le deuxième considérant que l'offre faite par le Gouvernement des Pays-Bas est destinée à la création d'un institut de recherche pour le progrès social. Or, la Deuxième Commission ne s'occupe pas des questions sociales.

Il reconnaît que la Commission est liée par la décision de l'Assemblée générale, mais croit à l'utilité de consultations avec la Troisième Commission. Toutefois, il n'insistera pas sur sa proposition et se contente de poser la question.

21. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) remercie le représentant de l'URSS de ne pas insister sur sa proposition. Il rappelle que l'offre du Gouvernement des Pays-Bas a fait l'objet d'un rapport à la Cinquième Commission (A/C.5/936). Si l'on s'y réfère dans le projet de résolution, c'est pour remercier un gouvernement d'une offre généreuse et constructive.

22. Le PRESIDENT précise que le projet de résolution (A/C.2/L.662 et Corr.1 et 2 et Add.1 à 6) n'aura pas d'incidences financières pour le Secrétariat. Il met le texte aux voix tel qu'il a été modifié par les auteurs.

*Par 71 voix contre zéro, avec 6 abstentions, le projet de résolution, ainsi modifié, est adopté.*

23. M. GOLSALA (Tchad), M. YAKER (Algérie) et M. ANAGARITA (Colombie) regrettent d'avoir été absents lors du vote sur le projet de résolution en faveur duquel ils auraient voté.

## POINTS 12 ET 35 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [A/5203, A/C.2/L.663] (suite)

Développement économique des pays sous-développés (A/5220, A/C.2/L.663) (suite)

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION CONCERNANT L'INFLATION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (A/C.2/L.663)

24. M. ALMEIDA (Brésil), présentant le projet de résolution (A/C.2/L.663), tient à préciser les intentions des auteurs du texte, qui, par ailleurs, s'explique de lui-même.

25. Tout d'abord, le projet de résolution n'est pas une critique de la politique des organisations internationales qui s'occupent des facteurs monétaires des déséquilibres économiques. Au contraire, la grande expérience de ces organisations, en raison de leur désir incontesté d'aider les pays sous-développés, sera précieuse pour les recherches envisagées, et les résultats de celles-ci, quels qu'ils soient, seront automatiquement incorporés dans les doctrines qui les guident. Les auteurs n'ont, d'autre part, l'intention de défendre aucune théorie du développement économique basée sur l'inflation. Ils sont convaincus au contraire que les pressions inflationnistes, qui affectent en particulier les faibles niveaux de revenus au cours du processus de développement accéléré, tendent à déformer, et finalement à arrêter tout à fait le développement. C'est pourquoi on suggère que l'ONU examine ce problème d'une façon plus approfondie que par le passé. Les auteurs croient, comme un nombre croissant d'économistes éminents, que les efforts déployés pour accélérer le développement économique des pays non industrialisés, lorsqu'ils partent de faibles niveaux de revenus, tendent à la longue à désordonner complètement le processus de croissance. En d'autres termes, certaines caractéristiques des économies sous-développées rendent très difficile une croissance équilibrée dans ces pays, et surtout une croissance à la fois équilibrée et accélérée.

26. Dans ce sens, les théories traditionnelles de l'inflation, telles qu'elles se sont constituées dans les pays industriels, ne semblent pas s'appliquer aux pays sous-développés qui ont adopté le système de la libre entreprise. En particulier, la théorie qui attribue l'inflation soit à une demande excessive, soit à une poussée des coûts et surtout des salaires n'explique pas de façon satisfaisante les différences qu'on observe entre les pays sous-développés en matière d'inflation et de croissance. La réciproque semble également vraie, et les théories actuelles n'éclairent guère l'ensemble du problème. Les combinaisons que l'on constate aujourd'hui le plus nettement dans les pays sous-développés sont: une croissance rapide doublée d'une inflation relativement forte; une croissance lente accompagnée d'une forte inflation; ou une inflation modérée en même temps qu'une croissance modérée. Les exemples d'une croissance rapide sans inflation ou avec une inflation modérée semblent manquer pour les pays sous-développés à faible revenu.

27. Bien que certains pays, comme le Brésil, aient connu depuis une dizaine d'années une forte croissance réelle et une forte inflation, on est convaincu au Brésil, et c'est certainement l'avis des auteurs du projet de résolution, que l'inflation finira toujours par entraver le développement économique et qu'elle doit donc être freinée. La question est de savoir comment elle peut être contenue sans entraîner en même temps un ralentissement de la croissance. Après tout, on ne doit pas oublier que les Nations Unies sont engagées dans un programme visant à accélérer le développement économique des pays sous-développés au cours de la décennie actuelle. Si ces efforts provoquent pour les pays à faible revenu des déséquilibres qui, comme l'inflation, freinent leur développement économique, le moins que l'ONU puisse faire est d'étudier le problème de plus près. L'ONU, avec les institutions spécialisées, est dans une position particulièrement bonne pour mener ce genre de recherches en raison de l'énorme documentation pertinente accumulée au cours des 10 dernières années grâce à l'assistance technique accordée dans toutes sortes de domaines.

28. Le problème est d'autant plus important que le cadre théorique du problème de l'inflation et la façon dont il a été abordé sur le plan international ont été exagérément simplifiés. Dans ce sens, l'échec des plans de stabilisation et les crises de devises récurrentes que connaissent beaucoup de pays sous-développés sont souvent qualifiés de "débauche morale". On ne semble pas en voir la raison dans d'irrésistibles pressions distributives (demande de biens de consommation) ou de croissance (demandes d'investissements) dans une conjoncture mondiale défavorable aux exportations de produits primaires et dans un cadre institutionnel qui ne peut à la fois limiter la consommation et stimuler les investissements. En fait, on oublie facilement que, même dans les pays sous-développés qui ont déployé des efforts remarquables en vue du progrès, le développement obtenu n'a presque jamais amené la stabilité. Car le développement économique représente un changement, et dans les pays sous-développés ce changement disloque l'ordre ancien avant que le nouveau ne s'établisse. On oublie aussi que les pays développés aussi bien que les pays sous-développés agissent dans une large mesure selon certains types de routines, alors que les pays en voie de développement doivent rompre avec la démarche tradition-

nelle. Ils font l'expérience de méthodes révolutionnaires qui exigent un changement radical dans l'attitude de ceux qui les emploient.

29. L'une des objections que les auteurs du projet de résolution ont souvent entendues est due au fait que se tiendra, en janvier 1963, à Rio de Janeiro, une conférence sur la croissance et l'inflation en Amérique latine, convoquée par la CEPAL. Mais le but même de cette conférence est d'insister sur la nécessité du travail prévu dans le projet. La conférence de Rio sera courte et se limitera essentiellement à l'expérience des pays d'Amérique latine. Certes, on peut en attendre beaucoup et l'étude demandée pourra s'inspirer utilement de ses débats.

30. Le représentant du Brésil présente ensuite le projet de résolution. Le quatrième considérant est particulièrement important. Les deux suivants l'illustrent par des exemples. Ils ne nient aucunement qu'il soit possible de provoquer et d'alimenter l'inflation par une mauvaise politique monétaire. Ils ne suggèrent pas non plus qu'en pareil cas le remède ne devrait pas être trouvé au numérateur de l'équation monétaire économique. Ils suggèrent en fait que le déséquilibre peut être la conséquence de l'action automatiquement faussée de forces économiques sur le dénominateur de l'équation et que ce déséquilibre, une fois survenu, peut être accéléré par toute une série de multiplicateurs produits dans l'économie par le processus de stagnation qui précède l'effort de développement.

31. Au nom des auteurs, le représentant du Brésil déclare que les amendements de la Hongrie (A/C.2/L.688) améliorent beaucoup le texte et peuvent être considérés comme en faisant partie. En ce qui concerne le premier amendement, on oublie souvent que la détérioration des termes de l'échange des pays sous-développés représente pour eux une forte hausse des coûts et des prix, alors qu'elle représente une réduction des coûts et des prix pour les pays développés dont les échanges avec les pays sous-développés deviennent ainsi doublement avantageux. Quant au second amendement, il est également acceptable. La CEPAL s'occupe activement du problème, et il est certain que cette coopération ne peut avoir que de bons résultats.

32. L'idée exprimée au paragraphe 1 du projet de résolution est de commencer par une étude prudente des données économiques et statistiques dont on dispose et de les inscrire dans un cadre significatif pour les planificateurs des institutions nationales et internationales. Les auteurs du projet ne veulent en aucun cas préjuger les prochaines mesures que prendra le Secrétaire général, mais la délégation brésilienne a l'impression que le meilleur moyen d'entreprendre ces recherches difficiles est de les confier à un groupe d'experts. Un petit groupe de chercheurs universitaires pourrait en venir à bout dans le délai prévu.

33. M. KOMIVES (Hongrie) rappelle l'effet désastreux de l'inflation sur son pays à la suite de la seconde guerre mondiale et la façon dont la situation s'est stabilisée sans qu'il ait fallu recourir à des prêts étrangers. Les processus inflationnistes ne sont pas nécessairement les mêmes dans les pays industriels et dans les pays sous-développés, mais le niveau de l'activité économique durant l'inflation hongroise n'était pas sans analogie avec celui de certains pays en voie de développement et ceux-ci pourraient ana-

lyser avec profit les mesures anti-inflationnistes appliquées en Hongrie en 1946.

34. Pour ce qui est du projet de résolution, le préambule semble vouloir donner une certaine orientation à l'étude envisagée, mais il ne serait pas complet s'il ne faisait aussi mention du rapport existant entre l'inflation dans les pays industrialisés et celle qui se manifeste dans les pays en voie de développement; il serait également intéressant de savoir quel est le rôle du commerce extérieur dans la réorientation des revenus dont il est question au deuxième alinéa. De même, il serait utile d'étudier dans quelle mesure la hausse des prix des produits manufacturés influe indirectement sur le budget national et sur le niveau des prix intérieurs. C'est pour ces motifs que la Hongrie a jugé utile de proposer l'insertion d'un nouveau considérant. D'autre part, la délégation hongroise estime qu'il est bon d'utiliser pleinement l'expérience des commissions économiques régionales, qui connaissent fort bien les problèmes de leurs régions respectives et qui seront d'autant mieux à même de contribuer à l'étude d'ensemble envisagée qu'elles se sont elles-mêmes penchées sur les problèmes de l'inflation.

35. M. EL BANNA (République arabe unie) n'est pas d'avis que le projet de résolution se passe d'explications, comme l'a dit le représentant du Brésil; en fait, ce texte évoque de nombreux problèmes et fait état de plusieurs points qui lui paraissent assez vagues. Il y a toujours eu des divergences d'opinions sur le point de savoir si l'inflation est un bien ou un mal ou dans quelle mesure un pays peut recourir au financement par le déficit pour exécuter un programme de développement ou pour stimuler son économie. On a aussi beaucoup parlé de l'inflation ouverte qui permet la poussée des prix et de l'inflation cachée qui accroît la demande en établissant des prix plafonds. On conçoit donc qu'une étude générale puisse être une entreprise considérable, d'autant plus que le Fonds monétaire international, pour des études analogues, envoie des missions comptant trois ou quatre membres qui étudient la situation dans un pays donné pendant trois ou quatre mois. De l'avis de M. El Banna, le Secrétaire général ne serait pas à même d'établir une étude aussi approfondie que le veulent les auteurs du projet de résolution.

36. Passant à l'examen du texte lui-même, M. El Banna est d'avis lui aussi que l'inflation peut présenter, dans les pays sous-développés, des caractéristiques particulières, ainsi qu'il est dit dans le quatrième considérant, mais ces caractéristiques peuvent différer d'un de ces pays à l'autre, suivant la politique ou le système économique, et il conviendrait donc de faire une étude par pays. L'alinéa suivant est également vague; les pressions monopolistiques et oligopolistiques peuvent se manifester dans les pays industrialisés tout aussi bien que dans les pays en voie de développement et elles ne résultent pas nécessairement en une poussée inflationniste. Il va de soi également que le processus d'urbanisation, dont il est question plus loin, entraîne une augmentation des revenus, et que lorsqu'on décide d'investir des ressources plutôt que de les consacrer à la consommation il y a pression pour qu'on produise des biens de consommation.

37. Pour toutes ces raisons, il semble donc que ce texte devrait être réétudié en vue de déterminer le type exact de l'étude à entreprendre et l'organisme le mieux habilité à le faire; le FMI semble particu-

lièrement indiqué; du reste, le Secrétariat a également publié des études sur l'inflation dans les pays en voie de développement. Mais toute étude pratique devrait s'attacher aussi à l'examen des pressions inflationnistes dans les pays industrialisés, en raison des répercussions sérieuses que cette situation peut entraîner, comme l'a dit le représentant de la Hongrie, sur le développement des pays en voie de développement. Le Secrétaire général serait-il à même d'entreprendre une telle étude dans tous les pays, ou de déterminer par exemple si l'inflation existe ou non dans les pays à économie planifiée? La Deuxième Commission peut souligner qu'une saine politique de financement économique est importante pour le développement économique, et c'est d'ailleurs un point que mentionne la Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162). Elle peut également attirer l'attention sur la valeur de l'épargne nationale, et la République arabe unie a pu concentrer cette dernière dans des caisses de prévoyance, des caisses d'épargne ou des compagnies d'assurances, ce qui permet de lui faire jouer un grand rôle dans le développement; une étude comparative pourrait être faite à ce sujet, qui montrerait comment la petite épargne peut arriver à constituer des fonds importants, comme ce fut le cas en Inde; une telle étude pourrait assurément être entreprise par le Secrétaire général et pourrait constituer un guide utile. En conclusion, M. El Banna suggère que les auteurs du projet de résolution produisent un texte remanié qui signalerait les dangers de l'inflation et la nécessité d'adopter une saine politique de financement et qui demanderait au Secrétaire général d'entreprendre une étude des problèmes de la petite épargne.

38. M. VIAUD (France) est, d'une façon générale, d'accord avec ce qu'a dit le représentant de la République arabe unie. Le problème que pose l'inflation est la nécessité de concilier des impératifs également pressants: l'équilibre monétaire et le développement économique. Ce problème intéresse à la fois les pays en voie de développement et les pays industrialisés, et l'histoire récente a montré, notamment en France, que l'inflation est un problème permanent qui retient constamment l'attention des gouvernements. Ce sujet touche à la politique monétaire et financière des gouvernements et il semble peu indiqué de se prononcer de façon sommaire, en fin de session, sur ces problèmes difficiles. Pour sa part, la France doute que l'Assemblée générale puisse adopter une résolution qui n'aurait pas fait l'objet de travaux préparatoires approfondis ni d'un débat suffisamment technique au sein de la Commission elle-même. Par ailleurs, le problème de l'inflation préoccupe de nombreuses instances internationales, qu'elles soient gouvernementales ou privées, et M. Viaud mentionne les travaux accomplis dans ce domaine par le Fonds monétaire international, la CEPAL, la CEA et la conférence qui se tiendra prochainement à Rio de Janeiro et à laquelle participeront l'Organisation des Nations Unies, la Banque, la Banque interaméricaine de développement et plusieurs institutions privées. Il semble donc difficile, au moment où tant d'organismes se penchent sur ce problème, que la Commission puisse épuiser en quelques séances un sujet aussi ardu.

39. Quant au projet de résolution lui-même, le préambule contient des remarques et des affirmations auxquelles il n'est pas possible de souscrire sans en

avoir scruté le sens exact, compte tenu de la situation dans les divers pays. Le dispositif a le mérite de proposer une étude de grande portée, mais la question reste de savoir si le Secrétaire général sera en mesure de la faire sans directives précises résultant d'un débat approfondi par un organisme technique des Nations Unies. M. Viaud n'est pas certain que ce soit là la meilleure méthode et il serait en faveur d'une solution qui consisterait à ne pas voter et à renvoyer la question pour étude au Conseil économique et social et aux commissions économiques régionales, afin que ces organismes soumettent à une prochaine session un rapport détaillé sur les problèmes de l'inflation dans les différents pays et régions, qu'il s'agisse de pays industrialisés ou de pays en voie de développement. La délégation française insiste donc, comme la République arabe unie, pour que les auteurs du projet de résolution retirent ce texte et que la Deuxième Commission décide de demander au Conseil économique et social de procéder à l'étude particulière de ce sujet, en priorité s'il y a lieu, afin que l'Assemblée générale puisse l'examiner à son tour à une prochaine session.

40. M. LUBBERS (Pays-Bas) rappelle que les relations qui existent entre l'inflation et le développement économique continuent de préoccuper de nombreux pays, industrialisés et autres, et que les études théoriques et pratiques du processus inflationniste suffiraient à remplir des bibliothèques entières. Il faut donc être absolument sûr qu'il y ait intérêt à présenter un projet de résolution à ce sujet à l'Assemblée générale. Or, en demandant au Secrétaire général d'établir une étude approfondie, empirique et analytique du processus de l'inflation dans les pays sous-développés, les auteurs de ce texte semblent envisager une étude portant sur une centaine de pays, puisqu'ils paraissent être d'avis que les poussées inflationnistes existent dans tous les pays en voie de développement. S'il en est ainsi, on aboutira certainement à une "quantité fantastique de doubles emplois et de répétitions", contre lesquels la délégation brésilienne mettait la Commission en garde à propos des problèmes du commerce international.

41. En dépit des obscurités du projet de résolution, on peut donc supposer que les auteurs n'ont pas envisagé une telle entreprise, mais qu'ils tendent plutôt à limiter l'étude projetée aux pays en voie de développement qui se heurtent en fait au problème de l'inflation. Même dans ce cas, le projet de résolution pose certaines questions: les déséquilibres dont il est question dans le deuxième considérant sont bien connus en théorie monétaire et l'on sait aussi que s'ils se présentent simultanément c'est que le gouvernement du pays intéressé n'applique pas une politique anti-inflationniste efficace. Il paraît peu probable que les auteurs du projet de résolution aient voulu faire ce reproche à tous les gouvernements des pays en voie de développement qui connaissent actuellement un processus inflationniste. Mais s'ils ont voulu prouver qu'une certaine inflation est inévitable dans ces pays si l'on veut assurer leur développement économique et qu'une politique anti-inflationniste efficace n'est donc pas la seule responsabilité du gouvernement intéressé, mais aussi celle d'autres gouvernements ou institutions nationales d'autres pays ou d'organismes internationaux, cela signifierait que, dans le pays en question, il faudrait pallier l'offre insuffisante de produits et services par des importations de capitaux à court ou à long terme.

42. Si cette interprétation est correcte, le problème que présente le projet de résolution se ramènerait à la question de l'insuffisance des ressources internationales pour le développement économique. Or, cette question a déjà été abordée à propos de la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies, et la délégation néerlandaise ne pourrait que conclure que l'étude envisagée dans le projet de résolution en discussion constituerait un double emploi, une répétition et un chevauchement des activités existantes de l'ONU. Il va de soi qu'un pays en voie de dévelop-

pement est parfaitement fondé à soumettre ses problèmes inflationnistes à une analyse approfondie d'organismes spécialisés, mais il ne semble pas qu'il y ait lieu de consacrer à ce sujet un projet de résolution, même s'il convient de féliciter ses auteurs d'avoir attiré une fois de plus l'attention de la Commission sur l'importance d'un développement économique accéléré.

La séance est levée à 13 h 10.